« les dimanches les raser et leur faire des aumônes : tant de
« vertus et de bienfaits sont au-dessus de nos éloges. . . .
« qu'il est glorieux pour cette société de s'être attachée à la
« classe la plus malheureuse des hommes ! »

On peut croire que ce rapport fit tort à Gabriel Bugniet, car les travaux de la prison ayant été repris en 1792, le citoyen Durand, architecte, en fut chargé. Bugniet fut naturellement blessé de cette préférence donnée à un confrère, et il adressa une pétition aux *citoyens commissaires de la Convention nationale au département de Rhône-et-Loire* (1). Il expose que, dans un procès-verbal du 16 juin 1792, les officiers de santé lui ont rendu justice : ce qui semblerait indiquer que ce procès-verbal serait la contre-partie du rapport sus-mentionné. Bugniet, s'appuyant sur le dire des officiers de santé, vante son ouvrage, et blâme son confrère, qui a fait des changements nuisibles à la salubrité de la prison de Roanne. Il prie les *citoyens administrateurs* de le laisser conduire à bonne fin les travaux qu'il a commencés, et termine par cette considération : « Ses conclusions ne pourraient pas être rejetées, à moins qu'on n'acquittât ses honoraires, qui se montent à 36,000 livres, ses avances et déboursés compris, et forment la majeure partie de sa fortune. Il serait inouï, il serait sans exemple qu'on lui ravit la gloire de cette entreprise sans le payer ; tandis que l'architecte qui n'a été employé qu'à de très-légers accessoires est déjà désintéressé, et l'auteur se verrait encore enlever la gloire d'achever son ouvrage, et on le priverait de la récompense la plus flatteuse pour un artiste. » Le malheureux Bugniet était véritablement un artiste, se faisant honneur de ses

(1) Cette pétition est un autographe de Bugniet, sans date, mais on peut la rapporter au commencement de 1793. Cette date est inscrite au crayon sur la première page.